



Déclaration liminaire

CGT Educ'Action 53

CTSD de la Mayenne jeudi 7 mars 2018

Selon vos projections, ce seront au minimum 51 élèves de plus qui seront scolarisés dans les collèges mayennais à la rentrée prochaine, prévision étonnamment corrélée à une baisse de 70 heures de la DHG départementale. En ce qui concerne les lycées, la faible baisse de 26 élèves prévue s'accompagne quant à elle d'une baisse conséquente de 92 heures de DHG.

Notre inquiétude reste de mise pour les collèges ruraux. Certains d'entre eux sont en difficulté et connaissent une baisse sensible de leurs effectifs, c'est le cas notamment pour Pré en Pail ou Villaines la Juhel... Par ailleurs, dans le collège de Château Gontier, la perte supposée de 12 élèves entraîne une suppression de deux divisions, justifiées par les fameux effets de seuil. On sait pourtant que la suppression de divisions a des conséquences globales importantes pour les établissements, que ce soit en termes de postes ou de répartition de service pour les salariés concernés.

Ainsi, Monsieur le Directeur, quelle stratégie à long terme entendez-vous mettre en œuvre pour conserver une offre sur tout le territoire, y compris pour conserver les collèges ruraux dans les petites communes ?

La convention ruralité qui devait, selon vous, apporter « *une meilleure compréhension de la carte scolaire annuelle premier et second degré* », n'a pas empêché la fermeture de petites écoles rurales, comme la CGT Education en avait la crainte et vous l'avait déjà exprimée. Cette convention a surtout permis de justifier la rationalisation des moyens, comme votre carte scolaire pour la rentrée et ses fermetures de classe en attestent.

A ce titre, la CGT Education tient également à exprimer ses plus vives inquiétudes quant aux Etablissements Publics des Savoirs Fondamentaux, qui sous couvert d'un meilleur suivi des élèves et d'une meilleure collaboration des équipes du premier et du second degré, seront surtout un moyen de faire des économies d'échelle et au passage, d'engager une mise sous tutelle des écoles et de leurs enseignants.

Les écoles urbaines ne sont pas mieux traitées dans vos prévisions de moyens. Ainsi dans le seul collège REP + de tout le département, comptant sur une baisse très hypothétique de trois élèves (en vous basant sur des calculs de taux de passage dont la réalité ne s'est jamais confirmée sur le terrain), vous n'ouvrez pas de division supplémentaire en classe de quatrième. Les projections font état de 24.5 élèves par classe sur ce niveau. La remarque faite en GT sur la prise en compte des élèves en inclusion n'a pas été entendue. Dans ce collège, comme dans tous les autres, les élèves d'ULIS sont inscrits dans les classes du milieu ordinaire mais pas comptabilisés comme tels, dans ces classes les enseignants accueillent également les élèves de SEGPA. Ce calcul d'apothicaire à deux ou trois élèves près ne sont pas un calcul pertinent à long terme et rendront ces inclusions plus compliquées pour les enseignants ainsi que pour les élèves. Monsieur le Directeur, pouvez-vous envisager de comptabiliser ces élèves dans nos effectifs ?

Quelle sera votre réponse pour ces divisions sur la tangente ? Faut-il encore compter sur des ajustements en HSA au mois de juin, qui sont là aussi un calcul d'assez court terme, quand vous parlerez sans doute de souplesse, et mettent les personnels dans des difficultés et un stress inutile pour la préparation de la rentrée et l'articulation des projets pédagogiques.

La situation des élèves allophones est à ce titre également à prendre en compte. La CGT Educ'action vous a déjà alerté sur ce sujet et une intersyndicale demandera prochainement à être reçue pour aborder avec vous la création d'un dispositif UP2A, comme c'est le cas dans les autres départements de l'académie. Ces élèves ont besoin d'un tel dispositif car leur accueil souvent non préparé dans des bonnes conditions ne leur permet pas de bénéficier au mieux des enseignements et est d'une grande violence pour eux et pour les enseignants qui sont totalement démunis face à leur situation.

Au-delà de ces situations sur le terrain, la CGT Educ'action tient à rappeler sa ferme opposition aux réformes en cours.

La réforme du lycée général, lancée dans la plus grande précipitation, plonge actuellement les élèves, leurs familles et les enseignants dans des grandes difficultés. L'opacité de cette réforme, l'opacité des attendus post bac les plonge dans l'angoisse à l'heure de faire les choix de spécialités. Là encore, quelle est la lisibilité de ce nouveau baccalauréat pour les usagers du secteur public ? Quelle est la lisibilité de cette politique éducative ? Comment croire que davantage d'élèves pourront poursuivre les études de leur choix ?

Cette réforme est à articuler avec celle de la voie professionnelle ; en effet, l'objectif est d'orienter plus massivement les élèves de collège vers la voie professionnelle du lycée avec une voie uniquement tournée vers l'insertion professionnelle, sous contrôle des branches professionnelles. Cette réforme va contraindre les choix d'orientation des élèves de la voie professionnelle, en abaissant la qualité de leur formation, en appauvrissant les contenus avec la baisse des enseignements disciplinaires, la suppression à terme du BEP et le développement des blocs de compétences en lieu et place des diplômes pourtant reconnus par les conventions collectives. C'est bien l'apprentissage qui tient la place centrale de ce projet et qui vient ainsi concurrencer la voie professionnelle sous statut scolaire. Cette réforme va dans le sens de l'individualisation et sonne le glas du besoin d'élévation du niveau de qualification et de toute vocation émancipatrice de la formation professionnelle sous statut scolaire.

L'école du tri est déjà une réalité mais ces réformes vont l'aggraver considérablement avec une voie professionnelle uniquement tournée vers les besoins patronaux locaux et un lycée général d'élite pour les bien nés.

La CGT s'oppose à ces projets de réforme qui vont à l'inverse de l'intérêt de nos élèves. Non, ça n'est pas une politique éducative moderne bien qu'on tente de nous le faire croire et non, ça n'est pas cela le sens de l'histoire.